

LE TRIANGLE DE WEIMAR A NANCY

Un bilan critique

KLAUS-HEINRICH STANDKE

Les thèmes, les résultats et une évaluation critique de la rencontre du 19 mai 2005 à Nancy entre Messieurs Chirac, Kwasniewski et Schroder, déjà marquée par la perspective du « non » français à la constitution européenne. C'était le 5e sommet dans le cadre du Triangle de Weimar.

Les origines des rencontres au sommet du Triangle de Weimar

Conçu pour être un forum de discussions entre les trois pays, le Triangle de Weimar a été fondé le 28 août 1991 à Weimar, à l'occasion d'une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères allemand, polonais et français alors en poste : Hans-Dietrich Genscher, Roland Dumas et Krzysztof Skubiszewski. Devant le grand succès remporté par le traité d'amitié franco-allemand, il s'agissait d'entreprendre systématiquement tout - partout où cela était possible - pour étendre cette alliance à un troisième partenaire : la Pologne.

Dès lors, les ministres des Affaires étrangères des trois pays participants se sont rencontrés chaque année, puis ces réunions ont été progressivement étendues non seulement à d'autres domaines, comme la défense et les finances, mais elles ont aussi été introduites à différents niveaux dans d'autres ministères. Réalisées dans un cadre informel, les consultations régulières s'efforcent d'harmoniser les points de vue des partenaires dans les questions de politique européenne.

Il faut aussi souligner que de nombreuses rencontres trilatérales ont également été organisées entre des députés comme entre des représentants des régions et des villes des trois pays. Le concept de

'weimarisation' a de plus en plus été utilisé pour évoquer la coopération croissante entre les sociétés civiles française, allemande et polonaise.

A l'initiative de la Pologne, les présidents des trois pays, François Mitterrand, Lech Walesa et Richard von Weizsäcker, se sont rencontrés pour la première fois sous l'égide du Triangle de Weimar le 21 septembre 1993, à l'occasion d'une attribution par l'université de Danzig de titres de docteur honoris causa.

A partir de 1998, les rencontres trilatérales au sommet du Triangle de Weimar entre les présidents de la République française et polonaise et le chancelier fédéral allemand se sont succédé : le premier sommet du Triangle de Weimar du 21 février 1998 à Posen, avec Jacques Chirac, Helmut Kohl et Aleksander Kwasniewski, puis les sommets réunissant les présidents Jacques Chirac et Aleksander Kwasniewski et le chancelier Gerhard Schröder à Nancy (7.5.1999), à Neustadt/WeinstraBe (27.2.1991), à Breslau (9.5.2003) et à nouveau à Nancy (19.5.2005). Le rôle symbolique de liaison entre les peuples que joue le Triangle de Weimar dans une Europe élargie est aussi souligné par le choix des villes où se réunissent les sommets : certes, trois des manifestations organisées jusqu'ici se sont tenues en Pologne, deux en France et une en Allemagne, mais toutes les villes accueillant ces rencontres ont appartenu, pendant une phase de leur histoire, au Troisième Reich.

Le Triangle de Weimar à Nancy

La rencontre de Nancy (19-05-2005) est le premier sommet organisé depuis l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne et le dernier auquel a pris part Aleksander Kwasniewski avant la fin de son mandat

de président de la République de Pologne. La rencontre tripartite de Nancy coïncidait avec les cérémonies du 250^e anniversaire de la construction de la Place Stanislas par l'ancien roi de Pologne, devenu plus tard duc de Lorraine, Stanislas Leszczyński.

Si le cinquième sommet du Triangle de Weimar à Breslau (1) était essentiellement dominé par la Guerre d'Irak, dans laquelle les partenaires français et allemands du Triangle occupaient un camp et la Pologne un autre, le contexte du sixième sommet qui s'est tenu à Nancy fut surtout le référendum français du 29 mai 2005 pour la ratification du traité de Constitution européenne. Cette question a si fortement marqué le climat de politique intérieure du pays hôte que l'on a même un temps examiné l'opportunité tactique d'un report du sommet de Nancy. Programmé pour la veille du sommet, le symposium scientifique sur l'orientation future du Triangle de Weimar après l'adhésion complète de la Pologne à l'UE, qui devait se tenir dans les locaux de Sciences-Po à Nancy, a d'ailleurs dû être annulé au profit du discours du secrétaire d'État au sujet du référendum.

Aux yeux du président de la République française et du chancelier fédéral allemand, le traité de Constitution européenne équivaut à « poursuivre le modèle social européen ». Ce modèle repose aussi bien sur une efficacité économique que sur une sensibilité sociale. Le président Chirac a soutenu que les trois éléments du modèle social européen qu'il désigne comme « acquis sociaux » -couverture sociale, droit du travail et garantie de la diversité culturelle - contribueraient à l'équilibre social dans les sociétés et précisément pour cette raison, ne devraient pas être remis en question. Le président Kwasniewski n'a pas expressément com-

mente le modèle social européen qui est le fondement du projet de la Constitution.

Dans une communication préalable portant sur ce sujet, le porte-parole du gouvernement français, Jean-François Copé, a lancé la formule : « Voter oui, c'est montrer son attachement au modèle français et son refus du modèle anglo-saxon ou polonais » (2).

L'ordre du jour du sommet du Triangle de Weimar à Nancy envisageait à l'origine de traiter trois grands thèmes (3) :

I. Les grandes questions européennes à résoudre après l'élargissement de l'UE du 1^{er} mai 2004, parmi elles la politique intérieure de l'UE, les nouvelles interrogations de la politique étrangère de l'UE, en particulier en Europe orientale, les questions de PESD.

II. Les problèmes internationaux actuels, notamment l'évolution au Proche et au Moyen-Orient et la question de la réforme de l'ONU.

III. Le partenariat trilatéral à développer en mettant un accent particulier sur les échanges économiques et commerciaux et sur les questions de la formation initiale et de la formation continue, de la recherche et de l'échange interculturel dans le cadre du Triangle de Weimar.

Il est probable que l'échange des idées sur l'issue positive, espérée par chacun des trois participants, du référendum français du 29 mai 2005 ait occupé un si vaste espace que le groupe thématique III, au cours duquel on allait, pour la première fois depuis l'entrée de la Pologne dans l'UE, aborder les questions concrètes sur l'avenir de la coopération trilatérale, a été plutôt rapidement abordé (4) :

- Réflexions communes sur les perspectives de financement de l'Union européenne 2007-2013

En matière budgétaire, il est vite apparu qu'aucune position commune ne serait atteinte. Le président français et le chance-

(1) Standke, Klaus-Heinrich, Das V. Gipfelgespräch zum Weimarer Dreieck am 9.5.2003 in Breslau : Eine kritische Bewertung, in : *Dokumente - Zeitschrift für den deutsch-französischen Dialog*, n° 3,58^e année, juin 2003 ; version française in : " *Documents, Revue des questions allemandes*, 58^e année, n° 3/2003 juillet-août-septembre 2003 ; version polonaise in : *Polski Przegląd Dyplomatyczny*, n° 14, août/septembre 2003 ; version russe « Sammit Vejmarksogo treugol'nika vo Vrotslave 9 Maja 2003 g. - Kriticeskaja otsenika », in : *Evropa*. Tom 3, n° 4 (9), Varsovie 2003.

(2) Le gouvernement développe un nouvel argumentaire, in : *Le Monde*, 30.3.2005, p. 9.

(3) Présidence de la République, le Triangle de Weimar.

(4) Conférence de presse, www.bundesregierung.de

lier allemand ont réitéré leur position déjà exprimée dans la communication collective des six débiteurs nets (Allemagne, Autriche, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Suède) : ils plaident pour la limitation des contributions des pays membres au budget de TUE à 1,0 % de son produit intérieur brut, c'est-à-dire à 815 milliards d'euros contre les 1,025 billion d'euros que réclament aussi bien la Commission européenne que les pays bénéficiaires, dont la Pologne. Le chancelier démontre que le projet de budget de la Commission européenne tel qu'il est présenté représenterait pour la seule Allemagne une prestation supplémentaire de 10 milliards d'euros par an.

Malgré cette divergence de vue, les trois participants au sommet se sont accordés sur quatre principes pour préparer le financement du budget communautaire :

1) L'exigence de l'observation d'une discipline budgétaire telle qu'elle fut réclamée dans la note des six débiteurs nets.

2) L'exigence d'une solidarité particulière envers les nouveaux États membres de l'UE économiquement faibles. Le président Kwasniewski s'attend pour la Pologne à des aides financières « au moins à la hauteur de celles que perçoit l'Espagne », les deux pays étant de taille comparable. Aussi, la Pologne aspire-t-elle à une quote-part de cotisation plus élevée pour voir renforcés les soutiens financiers qui lui étaient accordés jusqu'ici.

Certes, le président français et le chancelier allemand soutiennent le principe d'une solidarité spécifique pour les nouveaux États membres, mais ils soulignent en même temps que cela devrait cependant aussi signifier que les pays qui auraient jusqu'ici particulièrement profité de la solidarité des autres devraient désormais aussi être disposés de leur côté à faire preuve de solidarité envers les nouveaux arrivés. Gerhard Schröder : « *en rajouter, simplement pour pouvoir satisfaire tous les désirs, personne en Europe ne le peut* ».

3) En particulier pour la France, l'observation des accords de 2002 sur la politique agricole commune est une « *conditio sine qua non* ».

4) En outre, un financement plus équitable du budget communautaire nécessiterait la révision des modalités du rabais britannique (5).

- Les relations entre la Russie et l'Union européenne.

Les quatre « *Roadmaps* » entre la Russie et l'UE acceptées à Moscou le 10 mai 2005 ont procuré une grande satisfaction.

- Les relations entre l'Ukraine et l'UE.

- La situation au Proche-Orient et en Irak.

- Les préparations de la 60^e assemblée générale des Nations Unies et les engagements financiers du Sommet du Millénaire de 2000.

Pour le président Kwasniewski, la première année de l'adhésion polonaise à l'UE est un succès. Les importations en provenance des pays de l'UE auraient progressé de plus de 30 %, l'investissement en Pologne d'entreprises étrangères aurait encore augmenté, l'invasion redoutée du marché du travail de l'Europe occidentale par les travailleurs polonais n'aurait pas eu lieu, si ce n'est une simple augmentation de 18 % par rapport à l'année précédente, soit 100 000 personnes.

Selon ses informations, une majorité de la population polonaise s'exprimerait en faveur de l'adoption de la Constitution européenne.

Il est vrai que lors des négociations pour le nouveau cadre budgétaire communautaire, le principe de solidarité aurait eu pour la Pologne une signification importante puisqu'il représentait pour elle l'unique garantie de pouvoir rattraper son retard par rapport au développement de l'UE.

(5) Le 22 mai 2005, le ministre des Finances britannique, Gordon Brown, a menacé de bloquer le nouveau budget européen dans le cas où le fameux chèque britannique se trouverait réduit, in : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « London droht Veto gegen EU-Haushalt an », 23.5.2005. Le ministre des Affaires étrangères britannique, Jack Straw, a soutenu cette position le 22 mai 2005, lors du conseil des ministres des Affaires étrangères à Bruxelles. Voir : « Ringen um den Haushalt der EU : Großbritannien droht bei Beratungen mit Veto », in : *Der Tagesspiegel*, 23.5.2005.

DOCUMENTS

Le président polonais, qui a manifesté sa satisfaction sur l'évolution que connaît l'Ukraine, a aussi exprimé son inquiétude face à la situation en Biélorussie et espéré que l'UE userait de son autorité - également dans l'intérêt de la minorité polonaise en Ukraine - pour tempérer les événements et pour que des règles démocratiques soient appliquées dans ce pays. A Nancy, les trois participants au sommet ont réaffirmé la valeur du Triangle de Weimar :

Jacques Chirac : « *Au cours de nos discussions ... nous avons encore une fois souligné la signification de la réunion régulière du Triangle de Weimar pour nous entretenir ensemble des problèmes trilatéraux mais aussi pour parler de problèmes généraux qui s'accumulent en Europe, qui touchent l'intégration européenne ...* »

Aleksander Kwasniewski : « *Du point de vue polonais, cette institution (le Triangle de Weimar) est capitale. Elle a joué un rôle important pour notre progression vers l'Union européenne - et avant, vers l'OTAN.*

J'exprime mon espoir que cette initiative se poursuivra et qu'il y aura d'autres rencontres. D'autres personnes y participeront. Mais pour ma part, je tiens à confirmer ma satisfaction d'y avoir toujours participé avec joie... »

Gerhard Schröder : « *Nous avons en effet mené les discussions dans un esprit très européen. Cela était possible parce que nous ne sommes pas seulement des Européens formels mais aussi parce qu'un grand nombre de thèmes essentiels nous unit...* »

Évaluation critique du 6^e Sommet du Triangle de Weimar à Nancy

Pour deux raisons principales, les attentes du 6^e sommet du Triangle de Weimar à Nancy étaient particulièrement élevées. D'une part, les trois participants du sommet se rencontraient sous le signe du Triangle de Weimar pour la quatrième fois déjà et pour la dernière fois dans cette

constellation. A la fin de l'année, le président de la République de Pologne, Aleksander Kwasniewski, aura achevé son mandat (6) et il était à prévoir qu'il allait faire des suggestions pour le travail futur du Triangle de Weimar.

D'autre part, le sommet de Nancy était la première rencontre tripartite depuis l'adhésion de la Pologne à **PUE**. Aussi bien les rencontres des ministres des Affaires étrangères des trois pays que les rencontres au sommet ont multiplié les efforts pour le soutien de la Pologne dans son intégration dans l'OTAN puis dans l'UE, les objectifs majeurs du partenariat tripartite pouvaient ainsi être considérés comme atteints : « *Mission accomplished* ». Ceux qui, à la lumière du point II de l'ordre du jour original précédemment évoqué « partenariat trilatéral », attendaient de la rencontre de Nancy, des idées - voire même l'ébauche d'un cadre concret d'actions - d'une coopération renforcée des trois à l'intérieur de l'Europe élargie à Vingt-Cinq, ont pu être déçus. Sous le titre « Théâtre à Nancy », c'est ce que résume le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : « *Le Triangle de Weimar, fondé en 1991, était censé renforcer par des concertations régulières la coopération entre la Pologne, l'Allemagne et la France dans une perspective européenne. C'était une excellente idée dont il n'est malheureusement rien sorti : il y a bien eu des rencontres régulières mais, en ce qui concerne la coopération, aucune impulsion n'a été donnée ...* » (7)

Au cours du 5^e sommet du Triangle de Weimar qui s'est tenu le 9 mai 2003 à Breslau, les trois participants avaient prouvé qu'à l'avenir, à côté des consultations officielles des représentants de l'État, le Triangle de Weimar établirait une plus grande proximité avec les citoyens « à

(6) A Nancy, on ne se doutait pas que le chancelier fédéral Gerhard Schröder allait rendre publique, trois jours après le sommet, son intention d'engager au plus tard le 1^{er} juin 2005, la procédure de défiance au Bundestag allemand, pour provoquer des élections fédérales anticipées le 18 septembre.

(7) FAZ, « Theater in Nancy », 21.5.2005.

tous les niveaux et dans toute l'étendue de la vie ».

Pour préparer le 6^e sommet à Nancy, le secrétariat des dirigeants a dressé un tableau d'ensemble - en fait plutôt décevant - de l'état de la coopération menée jusqu'alors sous le sceau du Triangle de Weimar (8).

1) *La coopération dans le cadre de l'Union européenne*

Avec le soutien financier du programme communautaire PHARE, un certain nombre de projets réunissant les trois pays dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement et des transports a pu être réalisé.

2) *La coopération dans les domaines de la culture et des études supérieures*

Le 6 janvier 1999, les ministères des Affaires étrangères des trois pays ont souligné l'importance du Triangle de Weimar dans le renforcement de l'identité culturelle de l'Europe. Avec l'aide de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, 600 jeunes Polonais par an ont eu la possibilité d'effectuer un séjour en Allemagne ou en France. Des projets de recherche communs à plusieurs universités sont menés dans les domaines de la médecine, de la biologie, et des sciences de l'environnement. L'Université franco-allemande à Sarrebruck et l'Université européenne Viadrina à Francfort-sur-l'Oder ont été incitées à intensifier leur coopération.

3) *La coopération audiovisuelle*

La coopération engagée en 1996 entre la télévision publique polonaise et la chaîne franco-allemande ARTE a été formalisée en 2001 par un contrat d'association.

4) *La coopération dans la recherche scientifique*

Les projets trilatéraux entre les instituts de recherches des trois pays ont été menés dans la technologie du laser et dans la recherche génétique. L'intention

est d'étendre la coopération aux nanotechnologies.

5) *La coopération dans le domaine militaire*

Elle apparaît dans les manœuvres communes sous une direction tournante, dans les rencontres d'experts et dans la tenue annuelle d'un séminaire politico-militaire. Après l'entrée de la Pologne dans l'OTAN, la rencontre trilatérale des 17 et 18 février 2003 a facilité la concertation dans la coopération technique et dans le dialogue stratégique à trois.

6) *La coopération entre régions et communes*

Des représentants des régions des trois pays se sont rencontrés pour la première fois le 7 juin 2001 pour examiner des « nouvelles formes » pour une coopération trilatérale plus étroite (9). Un modèle existe pour une telle coopération entre trois régions : l'accord de coopération entre les régions du Pas-de-Calais, de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et la Silésie. Les maires de Paris, Berlin et Varsovie se sont rencontrés le 22 avril 2004 dans la capitale polonaise pour discuter des questions qui les concernent en matière d'urbanisme, de politique sociale et de culture urbaine.

Il faut ajouter des initiatives trilatérales qui ont été réalisées avec la forte participation paritaire des trois pays, comme le « Premier forum franco-germano-polonais interdisciplinaire sur l'Europe » qui s'est tenu les 28 et 29 juin 2002 au Collegium Polonicum à Slubice, sur le thème « Initiative - Inspiration - Innovation », comme également le deuxième forum, organisé dans le même format, le 20 novembre 2003 à la chancellerie du Land de Brandebourg à Potsdam sur le thème « Le Triangle de Weimar : politiques d'innovation et de création d'entreprises » (10). La manifestation de Potsdam a été suivie les 7 et 8

(8) Présidence de la République, Triangle de Weimar : les initiatives de coopération trilatérale, www.elysee.fr

(9) " Deklaration de Malopolska ", Cracovie, 7 juin 2001.

(10) Standke, Klaus-Heinrich, Le Triangle de Weimar : politiques d'innovations et de création d'entreprises, in : *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 169, juillet-septembre 2004.

DOCUMENTS

octobre 2004 par une conférence trilatérale à Varsovie sur le thème de « L'avenir énergétique dans l'Europe élargie : perspectives de la coopération dans les domaines de la recherche et du développement - Une contribution au Triangle de Weimar » (11).

Ces initiatives sont plutôt sporadiques. Il est difficile de déceler des efforts permanents pour rassembler systématiquement les principaux acteurs. Les innombrables mécanismes de coopération franco-allemands développés au long des quarante dernières années pourraient aisément subir une « weimarisation » en s'étendant à la Pologne.

Officiellement inaugurée le 30 avril 2005 à Berlin par les présidents Horst Köhler et Aleksander Kwasniewski, l'année germano-polonaise 2005/06 aurait pu constituer une bonne opportunité (12). Même le format des forums traitant de la coopération franco-allemande dans le domaine de la

recherche (13) ou - particulièrement important pour la Pologne depuis son adhésion à l'UE - sur la compétitivité de l'industrie (14), permettrait de sonder les possibilités de coopération stratégique à trois. Ainsi pourrait se développer une coopération renforcée entre les trois pays dans une Europe devenue plus étendue.

Un tel cadre systématique, réunissant thématiquement les grands domaines de la politique, de l'économie, de la science et de la culture est indispensable. Le Triangle de Weimar a atteint son objectif initial, à savoir l'appui de la Pologne dans son intégration dans les structures occidentales. Il doit prendre garde au fait que les thèmes traités soient dénués de contour défini et insignifiants. Le sommet de Nancy a attiré l'attention sur ce dilemme.

(Traduction : Sara D. Claudel)

Site internet du Comité pour la promotion de la Coopération franco-germano-polonaise :

www.weimarer-dreieck.com

(11) Lafitte, Pierre, Conférence tripartite « Triangle de Weimar ». Les programmes prioritaires de recherche pour le futur énergétique de l'Europe élargie, in : Sénat, Pierre Lafitte, Sénateur des Alpes-Maritimes, Compte rendu d'activité, Paris, janvier 2005.

Standke, Klaus-Heinrich, Warschauer Signal, Konferenz zum Weimarer Dreieck über die Zukunft der Energieforschung im erweiterten Europa, www.Berlinews.de, www.dfgwt.org

(12) www.de-pl.info, www.deutschland.de, www.polen.gov.pl

(13) Premier Forum sur la coopération franco-allemande dans le domaine de la recherche les 11 et 12 février 2002, Paris. Deuxième Forum les 6 et 7 juillet 2005, Potsdam.

(14) Premières rencontres franco-allemandes pour la compétitivité de l'industrie, le 19 janvier 2004 à Paris.